



Pour affronter le gouvernement et patronat, il faut un plan de bataille

Le 15 avril, après avoir réuni ministres, parlementaires, patrons et dirigeants syndicaux lors d'un comité d'alerte sur le budget, François Bayrou a préparé les esprits pour économiser 40 milliards en 2026 tout en prévoyant de nouvelles dépenses pour la guerre. D'un ton grave et alarmiste le Premier ministre, a dit : « *La survie de notre pays est en jeu* », développant les annonces esquissées par le ministre de l'économie Éric Lombard. Une offensive dont il dévoilera les principales orientations « *avant le 14 juillet* »

Bayrou veut mettre les bouchées doubles pour un budget 2026 encore plus austéritaire que celui de 2025 en lançant de nouvelles attaques contre les travailleurs et en faisant d'importantes économies sur leur dos afin de préserver les milliards d'euros de subventions distribués chaque année aux entreprises creusant année après année la dette publique pour soutenir les profits des multinationales en alimentant la spéculation au détriment de la réponse aux besoins sociaux.

Nouvelles réformes, nouveaux cadeaux pour sauver les profits du capital.

Pour justifier cette austérité, le gouvernement tire à boulets rouges contre les dépenses d'argent public... avec des conséquences graves sur la fonction publique territoriale, la culture, le médico-social, les universités, l'hôpital avec des suppressions de postes, la dégradation des conditions de travail...

*Macron et Bayrou ont commencé à évoquer de nouvelles mesures pour durcir les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi, dégager pas moins de 3,6 milliards d'euros d'économies annuelles en faisant passer la durée d'indemnisation de dix-huit à quinze mois et en imposant aux bénéficiaires d'avoir travaillé au moins huit mois sur les vingt derniers, au lieu de six sur les vingt-quatre derniers, pour espérer bénéficier de l'allocation. Depuis le début de l'année, près de 18.000 entreprises sont en défaillance, un niveau supérieur à la moyenne des années précédentes en hausse de 4,4 %, par rapport à la même période de 2024. Le nombre de PME et ETI de plus de 100 salariés en défaillance a grimpé de 28 % par rapport à 2024 avec 71.400 emplois menacés.

*le ministre de l'Économie affirmait le 15 avril, être favorable à la suppression de l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités. Une attaque qui figure en ligne de mire des projets du gouvernement depuis un certain temps bénéficiant d'ores et déjà de l'aval du MEDEF et de... la CFDT. Cette mesure serait le moyen de « *partager les efforts* ». Il veut également en finir avec l'indexation des retraites sur l'inflation.

*Les offensives s'annoncent d'ampleur contre la sécurité sociale après un rapport de la Cour des comptes, l'institution présidée par le socialiste et ancien ministre de Hollande, Pierre Moscovici ouvre la voie à une thérapie de choc contre la santé visant à dégager 20 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie d'ici 2029 au détriment de la santé de la population. La note préconise de poursuivre la fermeture des services de santé de proximité (urgences, chirurgie, maternité). En « resserrant » les revalorisations salariales dans les prochaines lois de financement de la Sécurité sociale, la Cour estime possible d'économiser sur le dos des travailleurs de la santé jusqu'à 3 milliards d'euros d'ici 2029.

La Cour des comptes veut aussi transférer des charges vers les complémentaires de santé, Ces transferts ont pour intérêt de supprimer des pans entiers de dépenses de l'assurance maladie en les confiant au privé. Pour les patients le transfert sera répercuté sur l'augmentation des cotisations des complémentaires santé, finançant également les profits des assureurs privés,

De son côté le Medef remet en cause le financement par les cotisations sociales de la branche famille, voire de la branche santé de la Sécurité sociale, proposant d'instaurer à la place un financement par la fiscalité, via la CSG ou la TVA sociale. Seuls les retraites et le régime des accidents du travail et maladies professionnelles devraient être financés par des cotisations assises sur le travail, estime-t-il.

De l'argent volé aux travailleurs :

*Macron accélère la militarisation, le budget militaire est passé de 32 milliards d'euros en 2017 à 47 en 2023, avec un objectif de 70 milliards en 2030. Ces dépenses sont faites au détriment des dépenses utiles dans la santé ou l'éducation. C'est un détournement de la richesse produite par les travailleurs.

*Depuis 2017, premier mandat d'Emmanuel Macron, les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) ont baissé de façon drastique. L'addition des dépenses fiscales (environ 78 milliards d'euros), socio-fiscales (environ 91 milliards d'euros) et budgétaires (environ 35 milliards d'euros), ont atteint 223 milliards d'euros.

Ainsi, quatre euros sur dix du budget de l'Etat est affecté au soutien public aux entreprises. Le capital oriente toutes les politiques économiques pour ses intérêts exclusifs qui sont à l'opposé de ceux des travailleurs.

Pendant que patronat et pouvoir mènent l'attaque à quoi jouent les confédérations syndicales ?

La leader de la CFDT, Marylise Léon, a appelé dimanche le gouvernement à «ouvrir le débat» s'il souhaite changer une nouvelle fois les règles d'indemnisation des chômeurs,.

«Si le gouvernement veut toucher encore à l'indemnisation des chômeurs, qu'il ne le fasse pas en catimini, qu'il ouvre le débat !», dit-elle, *«Je suis lucide sur le besoin de mesures économiques pour préserver l'activité. Mais renvoyer à plus tard la gestion des conséquences sociales, ce n'est plus possible !»,* plaide encore Marylise Léon dans cette interview. La N°1 de la CFDT a ainsi *«demandé au gouvernement de travailler ensemble en urgence sur les impacts sociaux pour prévenir les destructions d'emplois».*

Concernant la N°1 de la CGT celle-ci demande une cellule de crise réunissant syndicats, patrons, institutions de l'État. Vive la collaboration de classe !

Les deux dirigeantes ont participé au «comité d'alerte sur le budget» de Bayrou, certes elles se sont montrées critiques vis-à-vis de «l'opération de communication» mais leur présence rappelle que loin de rompre avec le «dialogue social» les directions syndicales continuent de s'accrocher au dialogue avec le gouvernement. Alors que la guerre économique s'intensifie, les confédérations syndicales proposent donc aux travailleurs de s'en remettre à ceux qui les exploitent et propagent la misère dans le pays.

Pour l'une comme pour l'autre à aucun moment n'est envisagé un rapport de force, seul langage que puisse comprendre le capital.

Il est impératif d'exiger la rupture du dialogue social et la construction d'un plan de bataille pour affronter les licenciements, les coupes austéritaires et les offensives autoritaires en cours. Il est urgent d'organiser la riposte contre les prochaines attaques et la course à l'armement faite sur le dos des travailleurs.

Il est urgent que les salariés, la jeunesse et les classes populaires se mobilisent, en rupture complète avec le dialogue social et contre le militarisme.

Oui, il faut se battre pour nos intérêts de classe contre le capitalisme qui nous exploite, contre son système et le balayer.